

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 27/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TMS INTERNATIONAL FRANCE

Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière
avenue Hector Berlioz
63200 Riom

Références : 20231027-RAP-63-1347-TMS-Riom-Autorisation.odt
Code AIOT : 0003200716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement TMS INTERNATIONAL FRANCE implanté Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans les suites de l'inspection précédente (février 2023) et l'arrêté de mise en demeure du 27 avril 2023 de respecter les prescriptions réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TMS INTERNATIONAL FRANCE
- Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom
- Code AIOT : 0003200716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

TMS International est l'un des plus importants prestataire de services externalisés industriels dans le monde. Il emploie 4000 salariés sur 80 sites dans 16 pays pour traiter dans le monde 100 millions de tonnes d'aciers liquide et 10 millions de tonnes laitiers recyclés.

La société TMS International France est prestataire de service au sein des usines de production d'acier de valorisation de laitiers d'aciérie de four électrique (LAFE).

Les matériaux élaborés sur le site de Riom sont une alternative aux matériaux de carrière pour des projets selon des usages routiers (voiries, plateformes, tranchées, remblaiement,...)

Les activités principales sont :

- la réception des laitiers,
- le stockage en casiers de maturation,
- le criblage et le concassage en granulométries variées : 0/3, 0/40, 0/100, 40/180, +180, ...
- les opérations de traitement sur le JIG, technique de séparation densimétrique d'un lit de granulats par des flux ascendants et descendants d'eau, provoquant ainsi une séparation selon la masse volumique des grains,
- le stockage des laitiers valorisables avant expédition.

La valorisation de ce matériau alternatif s'inscrit dans une démarche écologique de développement-durable et de préservation de l'environnement dans la mesure où sa production n'implique pas d'extraction de ressources naturelles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 27 avril 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Durée de stockage	AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Installations autorisées	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume autorisé	AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2	/	Sans objet
4	Auto-surveillance	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1	/	Sans objet
5	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 02/08/2017, article 4.2.1	/	Sans objet
6	Sécheresse - applicabilité de l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 - 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate les mesures prises par l'exploitant pour remédier aux non-conformités relevées lors de l'inspection précédente et ainsi respecter les durées et les capacités de stockage de l'installation. L'exploitant a procédé à un retour d'expérience pour améliorer son process et a recruté un collaborateur pour communiquer sur son activité et développer sa clientèle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume autorisé

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2
Thème(s) : Illégaux, Nature des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 – non respect de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2021 (dépassement de la capacité maximale fixée à 14 000 m³)</p> <p>La S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE, dont le siège social est domicilié rue Galilée, 59760 GRAND-SYNTHÉ, exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RIOM, ZA de la Gravière, avenue Hector Berlioz, est mise en demeure de régulariser sa situation :</p> <p>- soit en déposant, à la Préfecture du Puy-de-Dôme, un dossier de demande d'augmentation de la</p>

capacité maximale autorisée pour l'entreposage des déchets de laitiers et de co-produits d'aciérie relevant de la rubrique 2716 des installations classées pour la protection de l'environnement,

- soit en limitant sa capacité d'entreposage à 14 000 m³ et en procédant à l'évacuation des déchets correspondant vers les filières exutoires agréées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

L'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets devront être transmis à l'inspection dès réception.

L'exploitant fera connaître, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Dans le cas où il opte pour la régularisation de sa situation administrative, un dossier de porter-à-connaissance doit être déposé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant fournit, dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, ... etc.).

Constats :

Au 12 octobre 2023, l'exploitant indique avoir valorisé et évacué 12 200 tonnes de laitiers de son installation depuis le début d'année. Il mentionne qu'aucun déchet de laitier n'est rentré cette année afin de traiter ceux présents sur site et respecter les dispositions réglementaires. Ainsi, le site dispose au total, à mi-octobre 2023, de 18 811 tonnes (environ 9 500 m³) de laitiers et autres produits d'aciéries (brique magnésie, silicate, métaux, ...).

Fin 2023, l'exploitant envisage de valoriser au total 15 000 tonnes de laitiers actuellement présentes sur son installation.

Attendu : Afin de confirmer le respect de l'article 2 de l'APMD, l'exploitant communiquera sous deux mois les justificatifs des lots évacués cette année (bon de pesée, facture,...).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Durée de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 1
Thème(s) : Illégaux, Installations autorisées
Prescription contrôlée : Article 1er – non-respect réglementaire au regard de la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999 (durée d'entreposage des déchets de laitiers d'aciéries et déchets métalliques supérieure à 3 ans) La S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE, dont le siège social est domicilié rue Galilée, 59760 GRAND-SYNTHE, exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RIOM, ZA de la Gravière, avenue Hector Berlioz, est mise en demeure de régulariser sa situation : soit en déposant, à la Préfecture du Puy-de-Dôme, un dossier de demande d'autorisation pour le stockage de déchets, conformément aux prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2760, soit en procédant à l'évacuation des déchets d'aciéries ou autres déchets métalliques vers les filières exutoires agréées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ; L'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets devront être transmis à l'inspection dès réception. L'exploitant fera connaître, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure. Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit, dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, ... etc.).
Constats : La majorité des laitiers stockés sur l'installation respecte la durée de stockage de la directive européenne. Toutefois 3 lots (sur 5 au total) d'un des casiers de maturation représentant au total 2 410 tonnes arrivent à la date limite d'entreposage (octobre-décembre 2020) L'exploitant indique avoir réalisé courant du mois un prélèvement pour vérifier le taux de gonflement selon le guide SETRA (seuil max 5% - 19,8 % en 2021/07). Les résultats devraient être communiqués dans 1 mois. Suivant le résultat d'analyse de gonflement, les matériaux du casier n°3 devraient être traités en priorité (criblage) pour être valorisés dans les prochains mois. Par ailleurs, le représentant de la société indique avoir recruté cette année un collaborateur pour communiquer auprès de ses clients potentiels et vérifier la faisabilité de leurs projets. Constatant les efforts réalisés cette année pour se mettre en conformité, l'inspection n'engage pas, à ce stade, de suite administrative sur ce point et procédera à une contre-visite du site au 1er semestre 2024 pour vérifier les engagements de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4
Thème(s) : Illégaux, Installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En arrivant sur le site les camions déchargent les laitiers à valoriser au niveau d'une fosse béton constituée :</p> <ul style="list-style-type: none">– d'un quai de déchargement – plateforme bétonnée terminée par une butée de haut,– d'une fosse de vidange d'une capacité totale de 18 m³ équipée d'une rampe d'arrosage automatique afin de limiter les envols de poussières ;– d'une piste présentant une pente destinée à la reprise des laitiers à la pelle mécanique et leur transport jusqu'aux casiers de maturation. <p>Les laitiers sont ensuite transférés au niveau des casiers de maturation modulables installés en limite de propriété sud-est du site, de capacité totale d'environ 9 000 m³ et au niveau d'un casier de maturation de capacité d'environ 12 000 m³ (3 000 m²) au sud-ouest sur la parcelle YK n° 244.</p> <p>Après maturation (jusqu'à 12 mois), les laitiers subissent une opération de criblage au niveau d'une installation mobile avant d'être traités par principe de séparation densimétrique (système de traitement par décantation) qui est implanté au centre du site.</p> <p>Les boues issues des opérations de séparation densimétrique sont collectées et séchées au niveau de fosses localisées en limite de propriété nord-est du site (fosses pouvant contenir environ 500 tonnes, 1000 tonnes au maximum).</p> <p>Les laitiers ainsi traités et devenus valorisables en technique routière, sont stockés au niveau de la plateforme imperméable de stockage tampon de 1200 m² et des casiers modulables d'un volume total d'environ 3000 m³ en limite de propriété nord-ouest du site.</p> <p>Afin de collecter les eaux pluviales et les eaux issues des installations de traitement des laitiers, un bassin d'orage est aménagé à l'angle sud du site. Ce bassin a une capacité de 2 000 m³ environ. Également, une cuve enterrée d'une capacité de 8 000 litres récupère les eaux souillées par les éléments organiques des laitiers de la zone de stockage au nord-ouest et est régulièrement vidangée pour rejeter les eaux collectées dans le bassin d'orage aménagé à l'angle sud du site.</p>
<p>Constats de la précédente inspection : Suite à l'évacuation du lot du casier N°1, les blocs béton ont été repris.</p> <p>Les boues stockées au nord-ouest du site sont entreposées sur une surface imperméabilisée (géomembrane) destinées à être séchées.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté l'absence d'étiquette mentionnant la date de stockage du casier n° 7. Sur 2022, il n'a pas été nécessaire de rejeter de l'eau du bassin d'orage, il n'y a donc pas eu contrôle analytique réalisé dans ce but.</p> <p>Attendu :</p> <p>Sous 15 jour, placer l'étiquette précisant le début du stockage du casier N° 7 et transmettre la photo à l'inspection.</p> <p>Constat :</p> <p>Le casier n° 7 a été valorisé depuis l'inspection précédente.</p> <p>Il est constaté que des blocs béton des casiers de maturation déversent, notamment ceux en rive du casier n°1.</p> <p>En outre, dans le but d'améliorer son process, l'exploitant a réalisé 8 casiers (4 face à face) entre les</p>

casiers de maturation et le JIGG pour analyser tous les laitiers lors de leur arrivée et stocker ceux non conformes selon le guide de valorisation SETRA afin de ne pas « condamner » un casier entier pour un lot non conforme.
Attendu : - Reprendre les casiers qui déversent ou basculent après maturation de ceux-ci. - Vérifier chaque quinzaine l'étiquetage des casiers. - Transmettre sous 1 mois le porter-à-connaissance des modifications de l'installation relatif à la création des 8 nouveaux casiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières
Prescription contrôlée : Constats de la précédente inspection : L'exploitant a réalisé pour l'année 2022, la surveillance trimestrielle des mesures de retombées de poussières. Il est relevé pour les 3 jauges en limite de propriété et les 2 jauges près des habitations des valeurs inférieures aux valeurs cibles pour les jauges en limite de propriété (350 mg/m ² /jour – max 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante) et pour les jauges près des habitations (350 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante) hormis pour la jauge n°2 en limite de site sur les 2 premières campagnes d'hiver et de printemps (971.76 mg/m ² /jour relevé du 11/04 au 10/05) ainsi que pour la jauge n°4, hors du site au sud-ouest (370.26 mg/m ² /jour relevé du 11/04 au 10/05). Attendu : Constatant un dépassement régulier des valeurs cibles pour la jauge n°2, l'exploitant réalisera une analyse des poussières lors de la prochaine campagne pour déterminer l'origine de ce dépassement et proposer un plan d'action visant à remédier à cette situation associé à un calendrier de réalisation. Transmettre les résultats d'analyse de la campagne de mesures dès la réception du rapport.
Constats : L'exploitant indique n'avoir pas procédé aux analyses in/organique des poussières de la jauge n°2 car les résultats des 2 premiers trimestres de cette jauge sont conformes aux seuils de l'arrêt.
Attendu : L'exploitant communiquera au cours du 1er trimestre de l'année prochaine les résultats trimestriels de l'auto surveillance et le bilan annuel des mesures réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2017, article 4.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Identification du ou des milieux de prélèvement- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)- Volumes prélevés- Respect des volumes prescrits le cas échéant <p>L'approvisionnement est réalisé à partir du réseau d'alimentation en eau potable existant sur la zone d'activités et du bassin de rétention des eaux pluviales implanté sur le site. Il est interdit de réaliser un captage en nappe souterraine. Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
Constats : <p>La commune de Riom est placée depuis cet été en vigilance renforcée pour les mesures de restriction sur les usages de l'eau.</p> <p>L'installation utilise l'eau du bassin pour son process (maturation, jiggage). Seule l'eau pour les besoins sanitaires des salariés et le lavage du matériel provient du réseau d'eau potable. Le compteur est situé au nord de l'installation près de la RD (8 304 m³ au 23/10/2023). À semaine 42-2023, il a été consommé 58 m³ d'eau depuis le début d'année. En 2022 il avait été consommé 1184 m³ d'eau et 1451 m³ en 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse - applicabilité de l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Applicabilité
Prescription contrôlée : <p>I. – Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p>
Constats : <p>L'arrêté susvisé ne s'applique pas à l'installation, le prélèvement (et la consommation) étant largement inférieure à la valeur seuil (Cf constat précédent).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 - 4
Thème(s) : Produits chimiques, analyse des substances per- et polyfluoroalkylées
Prescription contrôlée : Article 1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées. II. - Au sens du présent arrêté, on entend par : - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF ₃ -) ou méthylène (-CF ₂ -), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié. Article 4 : I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

<p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p>Rubrique de la nomenclature des installations classées - Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713 : Trois mois - 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 : Six mois - 2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560: Neuf mois <p>Constats :</p> <p>L'installation située à Riom est visée par cet arrêté au titre des rubriques ICPE suivantes 2791 et 3532.</p> <p>Aussi, en application de cet arrêté ministériel, il lui appartient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'établir la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par votre installation, ainsi que des substances PFAS qui pourraient être produites par dégradation. Cette liste doit être tenue à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées à compter du 28/09/2023 ; - de réaliser 3 campagnes de mesures de ces composés dans vos effluents aqueux, à faire sur 3 mois successifs, portant sur : <ul style="list-style-type: none"> * vos eaux industrielles, * les eaux pluviales susceptibles d'être polluées * et les eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction en quantité significative (c'est-à-dire, une zone ayant connu un incendie ou zone d'exercices incendie récurrents avec mousses) <p>La 1^{re} campagne est à réaliser avant le 28 mars 2024 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> * de transmettre à l'inspection les résultats commentés de ces 3 campagnes d'analyse, par voie électronique, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. <p>L'exploitant indique n'avoir pas recensé de substances per- ou polyfluoroalkylées dans les fiches de données et de sécurité des produits utilisés mais réalisera des prélèvements d'eau du bassin en application des dispositions de l'arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>